



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES SECTORIELLES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE NEW DELHI

N°5 – Du 2 au 16 juin 2023

En Bref

Énergie

- Le ministère des énergies renouvelables instaure un comité de résolution des litiges entre les développeurs de projets renouvelables et les agences gouvernementales.
- Pour certains experts en Inde, le pays doit résister aux pressions internationales de s'engager pour une neutralité carbone avant 2070 et se focaliser sur 5 axes clés pour réussir son objectif à horizon 2070.
- L'Inde et le Népal devraient signer la semaine prochaine un accord énergétique à long terme prévoyant l'importation de 10 gigawatts d'électricité du Népal vers l'Inde au cours des dix prochaines années.

Transport

- Tarun Kapoor, conseiller du Premier ministre, réaffirme les ambitions du gouvernement indien en matière de mobilité électrique et appelle à plus d'investissements de l'industrie automobile dans la chaîne de valeur de la filière.
- L'association des industriels indiens de véhicules électrique alerte sur les risques que représentent la réduction des subventions à l'achat de véhicules électriques sur le développement de la filière en Inde.
- La transition de l'Inde vers les véhicules électriques offre aux constructeurs automobiles internationaux une nouvelle opportunité d'entrer sur le marché local.

Environnement

- Deux livrables portés par la présidence indienne sur les enjeux de développement durable sont adoptés à l'unanimité lors de la Ministérielle Développement du G20 à Varanasi.
- A l'occasion de la journée internationale de la Terre, l'Inde lance officiellement deux initiatives sur la protection de l'environnement (mangroves et écotourisme).
- Les mesures politiques en faveur de la transition climatique risquent d'accentuer les inégalités entre les États indiens.

Numérique

- Le gouvernement indien poursuit ses mesures de restriction à l'encontre des entreprises chinoises de smartphones en Inde.
- L'Internet Freedom Foundation déplore que le développement des politiques pour la transition numérique de l'Inde, Digital India, ne s'appuie pas sur un cadre réglementaire robuste cohérent avec la constitution indienne.
- Renault-Nissan s'associe à T-Hub, le centre de startups de l'État du Telangana, pour soutenir les startups.

Aéronautique

- L'Inde a une bonne vision stratégique du secteur aérien, mais de nombreuses taxes sont encore élevées.

Énergie

Le ministère des énergies renouvelables instaure un comité de résolution des litiges entre les développeurs de projets renouvelables et les agences gouvernementales .

Dans une ordonnance publiée le 7 juin, le ministère des énergies renouvelables (MNRE) a mis en place un comité (constitué de 3 personnes « d'une probité exemplaire ») pour résoudre les litiges imprévus entre les agences gouvernementales et les développeurs de projets renouvelables. Tous les projets d'énergies renouvelables dirigés par les agences gouvernementales seront sous la juridiction de ce comité, ainsi que les contrats entre des contractants extérieurs et les agences, à condition que ces dernières s'engagent au préalable à accepter la décision du comité. Les contractants pourront faire appel au comité qu'après avoir essayé de trouver un accord avec l'agence gouvernementale.

Ce comité a pour but de faciliter le développement effectif des projets renouvelables, dans un contexte où l'Inde s'est fixé des objectifs très ambitieux (500 GW de capacités non-fossiles installées en 2030, contre moins de 170 GW aujourd'hui) et où les entreprises mettent en avant certaines difficultés opérationnelles.

[En savoir plus](#)

Pour certains experts en Inde, le pays doit résister aux pressions internationales de s'engager pour une neutralité carbone avant 2070 et se focaliser sur 5 axes clés pour réussir son objectif à horizon 2070.

Lors de la dernière Ministérielle énergie du G7 à Sapporo en avril dernier, les pays du G7 ont appelé les autres économies majeures à relever leurs ambitions climatiques pour être cohérents avec l'Accord de Paris et en particulier de s'engager à atteindre la neutralité carbone au plus tard en 2050. Pour certains experts indiens, cette demande est irréaliste pour le pays. Ils estiment que l'Inde doit résister aux pressions des pays avancés d'accélérer sa transition, car ils considèrent que l'objectif de neutralité carbone en 2070 est déjà très ambitieux.

L'Inde devrait se focaliser sur l'horizon de 2070 en s'appuyant sur 5 axes. En premier lieu, le pays doit accélérer le déploiement des énergies renouvelables (infrastructures et technologies). Deuxièmement, il est nécessaire de réduire les besoins énergétiques via des

gains d'efficacité énergétique. Troisièmement, les tarifs de l'électricité doivent être revus, pour encourager les économies d'énergie et assainir la situation financière dégradée des opérateurs de distribution d'électricité. Quatrièmement, l'objectif national de neutralité carbone doit être décliné au niveau de chaque Etat, qui doivent eux aussi s'engager fortement pour la transition énergétique. Enfin, l'Inde a absolument besoin de financements internationaux pour la décarbonation de son économie, et ces financements doivent être ciblés sur certains secteurs (énergies renouvelables, efficacité énergétique, développement d'infrastructures durables).

[En savoir plus](#)

L'Inde et le Népal devraient signer la semaine prochaine un accord énergétique à long terme prévoyant l'importation de 10 gigawatts d'électricité du Népal vers l'Inde au cours des dix prochaines années.

L'Inde et le Népal s'apprêtent à signer un accord énergétique à long terme prévoyant l'importation de 10 GW d'électricité du Népal vers l'Inde au cours de la prochaine décennie. Le principe de cet accord a été convenu lors de la visite du premier ministre népalais Prachanda en Inde, et un premier accord a été signé le 2 juin. Toutefois, la signature finale a été retardée en raison d'un manque de temps et d'approbation de la part des cabinets des deux pays. Les procédures nécessaires sont désormais achevées et l'accord devrait être signé la semaine prochaine. L'accord vise à rationaliser les procédures de commerce de l'électricité et donner davantage de visibilité aux acteurs du secteur énergétique dans les deux pays. Ce nouvel accord indo-népalais renforcera les capacités de transferts électriques qui s'élève à 700 MW actuellement via cinq interconnexions.

[En savoir plus](#)

Transport

Tarun Kapoor, conseiller du Premier ministre, réaffirme les ambitions du gouvernement indien en matière de mobilité électrique et fait appel à plus d'investissements de l'industrie automobile dans la chaîne de valeur de la filière.

L'Inde s'est fixé des objectifs ambitieux : 30 % de véhicules électriques dans les ventes pour la mobilité privée et 70 % pour la mobilité commerciale d'ici à 2030. Le

gouvernement prévoit de mettre en œuvre des politiques de soutien aux infrastructures de transport public et de mettre l'accent sur la transition des véhicules diesel vers les véhicules électriques. Tarun Kapoor, conseiller du Premier ministre, a rappelé que le gouvernement soutenait fortement l'adoption des véhicules électriques dans les transports publics, y compris via le déploiement de 50 000 bus électriques dans le cadre du programme national de bus électriques, géré par Convergence Energy Services Limited (CESL).

En termes de mobilité privée et commerciale, M. Kapoor a insisté sur la nécessité de passer aux deux-roues électriques, en visant 100 % sur les ventes dans les 5 à 7 prochaines années. Pour soutenir cet effort, il a encouragé l'industrie automobile à investir dans la fabrication de batteries et dans la chaîne de valeur des véhicules électriques.

Toutefois, des défis subsistent, notamment les difficultés financières rencontrées par les entreprises de transport de l'État (STU), l'insuffisance des infrastructures de recharge et le coût élevé des véhicules électriques.

[En savoir plus](#)

L'association des industriels indiens de véhicules électrique alerte sur les risques que représentent la réduction des subventions à l'achat de véhicules électriques sur le développement de la filière en Inde.

La Society of Manufacturers of Electric Vehicles (SMEV) a fait part de ses inquiétudes au National Green Tribunal concernant l'annonce de la réduction des subventions à l'achat de deux roues électriques du programme Faster Adoption of Manufacturing of Electric Vehicles (FAME-II). L'association d'entreprises propose d'imposer une taxe verte sur les deux-roues thermiques pour soutenir le marché des véhicules électriques. Par ailleurs, Ajay Sharma, secrétaire général du SMEV, souligne la pression financière à laquelle sont confrontés les fabricants d'équipements pour véhicules électriques en raison de retards voire de suspensions de versements des subventions du programme FAME (plus de 146 M USD). Pour résoudre la situation, l'association réclame la création d'un fonds de 365 M USD (3 000 crore INR) au ministère des finances (MoF) pour soutenir les fabricants de véhicules électriques concernés.

[En savoir plus, En savoir plus](#)

La transition de l'Inde vers les véhicules électriques offre aux constructeurs automobiles internationaux une nouvelle opportunité d'entrer sur le marché local.

Alors que l'Inde se tourne vers les véhicules électriques, les constructeurs automobiles étrangers tels que MG Motor India Pvt, Renault-Nissan et Volkswagen ont une

seconde chance de s'implanter sur le marché. Des taxes élevées, des consommateurs très sensibles aux prix et des problèmes logistiques ont entravé leur succès dans le pays.

Toutefois, le passage aux véhicules électriques offre à ces entreprises l'occasion d'étendre leur présence. MG Motor va investir 607 M USD dans une nouvelle usine et une unité d'assemblage de batteries. Hyundai prévoit d'investir pour sa part 2,4 Mds USD dans l'écosystème des véhicules électriques en Inde sur une période de 10 ans tandis que l'alliance Renault-Nissan prévoit un investissement d'environ 600 M USD en Inde pour élargir leur gamme de voitures, avec notamment deux modèles électriques, en plus de décarboner une usine à Chennai.

L'intérêt des constructeurs automobiles internationaux pourrait accélérer la lente adoption des véhicules électriques en Inde et en faire une base de production attrayante. Malgré les difficultés, les constructeurs automobiles étrangers ont une chance de réussir, d'autant plus que les constructeurs locaux ont été lents à adopter les véhicules électriques.

[En savoir plus](#)

Environnement

Deux livrables portés par la présidence indienne sur les enjeux de développement durable sont adoptés à l'unanimité lors de la Ministérielle Développement du G20 à Varanasi.

Deux mesures ambitieuses ont été adoptées à l'unanimité par les pays du G20 le week-end dernier à Varanasi. La première porte sur un plan d'action sur sept ans proposé par l'Inde afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Ce document se concentre sur les infrastructures numériques publiques, la collecte de données, les initiatives de développement portées par les femmes et la transition énergétique. Le deuxième document, inspiré de l'initiative LiFE portée au niveau national par le gouvernement Modi, est un ensemble de principes sur les actions individuelles et modes de vie respectueux de l'environnement. Le Ministre des Affaires Etrangères Jaishankar considère l'adoption de ces documents comme la plus grande victoire à ce jour de la présidence indienne du G20. Il note qu'elle a réussi à replacer le développement et les priorités du "Sud global" au cœur des discussions, après une session à Bali en 2022 centrée sur la géopolitique et la guerre en Ukraine. On note tout de même qu'il n'y a pas eu de communiqué officiel pour cette ministérielle, la Chine et la Russie refusant d'inclure des paragraphes dénonçant la guerre

en Ukraine – ce qui n’a pas entravé l’adoption des deux mesures phares mentionnées plus haut.

[En savoir plus](#)

A l’occasion de la journée internationale de la Terre, l’Inde lance officiellement deux initiatives sur la protection de l’environnement (mangroves et écotourisme).

Le Premier Ministre Modi et le Ministre de l’Environnement, de la Forêt et du Changement Climatique Yadav ont pris la parole ensemble à un événement organisé en l’honneur de la journée internationale de la Terre à New Delhi. Le Premier Ministre a mis en avant les réussites de l’Inde dans la lutte contre la pollution plastique et en particulier les plastiques à usage unique (PUU), en soulignant l’avance de l’Inde sur le reste du monde – l’Inde étant l’un des pays dont la politique d’interdiction des PUU est la plus ambitieuse. La lutte contre la pollution plastique continuera à être une priorité pour l’année à venir. Le Premier Ministre a également mentionné les mesures en faveur des énergies renouvelables, et la mission hydrogène vert. Le Ministre Yadav a officiellement lancé deux initiatives de protection de l’environnement, la Mangrove Initiative for Shoreline Habitats and Tangible Incomes (MISHTI) et la Amrit Dharoar Implementation Strategy, pour la protection des marécages et le développement de l’écotourisme. Le Ministre a conclu son adresse en revenant sur l’importance de la justice climatique, et en insistant sur le principe de responsabilité commune mais différenciée, dans le cadre des négociations qui ont eu lieu fin mai à Paris sur le traité de lutte contre la pollution plastique.

Plusieurs journalistes et défenseurs de l’environnement notent que ces annonces ont lieu alors que les agences gouvernementales répriment de plus en plus les activistes, avocats spécialisés en droit de l’environnement et ONGs qui œuvrent pour la protection de la nature et la lutte contre le changement climatique.

[En savoir plus](#)

Les mesures politiques en faveur de la transition climatique risquent d’accentuer les inégalités entre les États indiens.

Une étude publiée par le Mercator Research Institute on Global Commons and Climate Change (MCC) en Allemagne révèle que les disparités économiques qui existent entre les États indiens risquent d’être aggravées par les politiques publiques pour la transition écologique, si des mesures de compensation portées par l’Etat central ne sont pas prises. Les auteurs de l’étude ont retenu des mesures d’atténuation du changement climatique

ambitieuses dans leur modélisation (sortie du charbon, fin des subventions pour l’énergie, coût du carbone de 40 USD/tonne pour les ménages et acteurs privés et investissements massifs pour le solaire et l’éolien). Ils ont observé dans leurs scénarios que les effets négatifs de ces mesures se concentraient sur les États qui sont déjà en difficulté, par exemple ceux dont l’économie repose sur l’extraction de charbon, tandis que les États les plus riches bénéficiaient des retombées économiques de ces politiques.

Les auteurs de l’étude soulignent qu’il est crucial d’identifier les acteurs qui souffriront des politiques environnementales, pour pouvoir mettre en place des mesures de compensation - sans quoi l’opposition politique aux effets adverses de ces mesures peut nuire à leur bonne implémentation.

[En savoir plus](#)

Numérique

Le gouvernement indien poursuit ses mesures de restriction à l’encontre des entreprises chinoises de smartphones en Inde.

Le ministère indien de l’électronique et des technologies de l’information a demandé aux entreprises chinoises de smartphones en Inde - Xiaomi et BBK Electronic Corporation (fabricants des marques de téléphones - Oppo, Realme et Vivo) d’ouvrir leur capital aux investisseurs indiens. Le ministère a également demandé à ces entreprises d’embaucher des Indiens à des postes clés dans leurs filiales indiennes.

Ce rapport a été publié quelques jours après que l’Enforcement Directorate, une agence du Ministère des Finances, a envoyé une demande de justification à Xiaomi et de trois banques pour des allégations de transferts de fonds illégaux hors du pays (625 M EUR) et d’évasion fiscale. Les salariés concernés doivent comparaître devant un tribunal et présenter des justificatifs.

À noter que Xiaomi fait l’objet d’une enquête depuis mai 2022 et a perdu sa première place sur le marché indien des smartphones, au profit de Samsung.

[En savoir plus](#)

L’Internet Freedom Foundation déplore que le développement des politiques pour la transition numérique de l’Inde, Digital India, ne s’appuie pas sur un cadre réglementaire robuste cohérent avec la constitution indienne.

Le 12 juin 2023, alors que l’Inde inaugurerait un sommet mondial sur les infrastructures numériques publiques en marge d’une réunion du groupe de travail du G20 sur

l'économie numérique, une fuite de données personnelles sur la plateforme de vaccination COWIN a été signalée par le site en ligne "The Fourth". Des informations sur les dates de vaccination et d'autres données personnelles sensibles ont circulé sur l'application de messagerie Telegram. Plus tard dans la journée, l'ex-PDG de Twitter, Jack Dorsey, a déclaré que le gouvernement indien l'avait contraint à censurer des tweets lors des manifestations d'agriculteurs en 2021, en menaçant la sécurité des salariés et en perturbant les activités du groupe en Inde.

Apar Gupta, directeur du think tank Internet Freedom Foundation, considère que ces événements s'inscrivent dans un contexte où les systèmes numériques en Inde ont été créés indépendamment de cadres réglementaires robustes et alignés avec la Constitution indienne. Les violations de données personnelles sont niées par les hommes politiques dans les médias et les enquêtes restent opaques, tandis que les instances de gouvernance des infrastructures numériques publiques sont faibles, avec une absence de sanctions lorsque des violations de données personnelles sont constatées.

[En savoir plus](#)

Renault-Nissan s'associe à T-Hub, le centre de startups de l'État du Telangana, pour soutenir les startups.

Le Renault-Nissan Technology Business Centre en Inde a signé un accord de partenariat avec T-Hub, le centre d'innovation de l'État du Telangana. Ce partenariat vise à créer une compétition d'innovations dans le cadre duquel les startups sélectionnées bénéficieront d'un mentorat de la part des experts de Renault-Nissan, recevront des subventions pour des projets de validation de concept et présenteront leurs solutions à des hauts cadres de l'entreprise. Renault-Nissan estime que ce partenariat permettra d'entrer en contact avec des startups technologiques soutenant ainsi sa stratégie d'innovation et sa capacité à fournir des solutions de rupture dans le secteur de la mobilité.

Le partenariat a été signé avec le nouveau directeur de l'innovation de T-Hub, M Sujit Jagirdar, qui a plus de 20 ans d'expérience dans le secteur numérique.

[En savoir plus](#)

Aéronautique

L'Inde a une bonne vision stratégique du secteur aérien, mais de nombreuses taxes sont encore élevées.

Lors de la conférence annuelle de l'IATA (International Air Transport Association) qui a eu lieu du 4 au 6 juin, la directrice économique de l'IATA, Marie Owens Thomsen, a rappelé que la forte croissance économique et démographique de l'Inde est un atout majeur pour le développement de l'aviation civile en Inde.

Le ministre de l'Aviation Civile, M. Jyotiraditya Scindia, a annoncé que d'ici cinq ans, 200 aéroports, héliports et hydrobases seront opérationnels, tandis qu'une commande supplémentaire de 1 400 avions est prévue. Afin de financer ces investissements, les taxes imposées aux compagnies aériennes sont élevées. Sachant que celles-ci réalisent de faibles bénéfices, les taxes élevées représentent une barrière à l'entrée pour de nouveaux acteurs et empêchent les petites compagnies de prospérer.

Ainsi, l'Inde voit naître une situation duopolistique dans le secteur aérien qui pourrait avoir des conséquences négatives pour les passagers. L'arrêt des opérations de Go First depuis le 3 mai et les problèmes financiers de SpiceJet, laissent le champ libre à IndiGo et au groupe Tata via Air India, les deux seules compagnies majeures aériennes, d'étendre leurs activités. Une compétition saine avec plus de compagnies aériennes permettrait un essor de l'innovation et des services proposés, ainsi que des prix plus bas.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Delhi
110021, INDIA

Rédacteurs : Logan PASBEAU, Feli VISCO, Soana GRAVE, Camille DECHAVASSINE, Sylvain PONSOLE, Marie KHATER, Hervé MILLEQUANT

Revu par : Benoît GAUTHIER

Pour s'abonner :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie->